

APP

APPROBATION

DÉPARTEMENT DE LA HAUTE-LOIRE
COMMUNE DE

LOUDES



PLU

PLAN LOCAL D'URBANISME

ANNEXES

ARRÊTÉ N° D2 B1 2000-358

PORTANT RENOUVELLEMENT ET EXTENSION DE L'AUTORISATION
D'EXPLOITER UNE CARRIÈRE DE POUZZOLANE SUR LE
TERRITOIRE DES COMMUNES DE LOUDES AUX LIEUX-DITS
« LA GARDE » ET « DERRIÈRE LA GARDE » ET SAINT-PAULIEN
AU LIEU-DIT « LES MAZETS »

REVISION

PRESCRIPTION

Délibération du Conseil
Municipal du 3 juillet 2008

ARRET DE PROJET

Délibération du Conseil
Municipal du 24 mai 2012

APPROBATION

Délibération du Conseil
Municipal du

**MODIFICATIONS - REVISIONS PARTIELLES
DECLARATIONS DE PROJET - MISES A JOUR**

- 1 _____
- 2 _____
- 3 _____
- 4 _____
- 5 _____

PRÉFECTURE DE LA HAUTE-LOIRE
DIRECTION DES ACTIONS INTERMINISTÉRIELLES
BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT ET DE L'URBANISME

ARRÊTÉ N° D 2 B 1 2000.358

portant renouvellement et extension de l'autorisation d'exploiter une carrière de pouzzolane sur le territoire des communes de Loudes aux lieux-dits "La Garde" et "derrière La Garde" et Saint-Paulien au lieu-dit "Les Mazets".

Le Préfet de la Haute-Loire
Chevalier de l'Ordre National du Mérite
Commandeur du Mérite Agricole,

VU la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 modifiée relative aux Installations Classées pour la protection de l'Environnement ;

VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour l'application de la loi susvisée ;

VU la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau ;

VU l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières ;

VU l'arrêté préfectoral du 12 novembre 1973 autorisant Monsieur Pierre Garnier à exploiter une carrière de pouzzolane sur le territoire de la commune de Loudes, lieu-dit "La Garde" ;

VU l'arrêté préfectoral du 10 octobre 1994 autorisant la société Garnier Pierre et fils à poursuivre et étendre l'exploitation de la carrière susvisée ;

VU la demande en date du 2 septembre 1999 modifiée présentée par Monsieur Pierre Garnier agissant au nom et pour le compte de la Société Garnier Pierre et fils, en vue d'être autorisée à poursuivre et étendre l'exploitation d'une carrière de pouzzolane sur le territoire des communes de Loudes aux lieux-dits "La Garde" et "derrière La Garde" et Saint-Paulien au lieu-dit "Les Mazets" ;

VU les plans et documents annexés à la demande ;

VU l'enquête publique prescrite par arrêté préfectoral du 5 octobre 1999 qui s'est déroulée du 25 octobre 1999 au 25 novembre 1999 sur le territoire de des communes de Loudes et Saint-Paulien ;

.../...

VU le registre de l'enquête publique et l'avis du commissaire enquêteur ;

VU les avis émis au cours de l'instruction réglementaire ;

VU l'arrêté préfectoral du 13 mars 2000 fixant un délai complémentaire pour statuer sur la demande ;

VU la délibération du 11 mai 2000 du Conseil Municipal de St Paulien décidant l'application anticipée des dispositions du POS de St Paulien en cours de révision sur les parcelles situées au lieu-dit "Les Mazets" englobées dans le périmètre d'extension de la carrière ;

VU les rapport et proposition de la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement chargée de l'inspection des installations classées ;

VU l'avis de la Commission Départementale des carrières du 5 mai 2000 ;

SUR PROPOSITION de Monsieur Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Haute-Loire ;

A R R E T E

ARTICLE 1 – NATURE DE L'AUTORISATION

La Société Garnier Pierre et fils est autorisée à poursuivre et étendre l'exploitation d'une carrière à ciel ouvert de pouzzolane et les installations annexes de premier traitement des matériaux, sur le territoire des communes de Loudes aux lieux-dits "La Garde" et "derrière La Garde" et Saint-Paulien au lieu-dit "Les Mazets". Les activités au regard de la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement sont répertoriées comme suit :

ACTIVITÉS	CAPACITÉ	RUBRIQUE	RÉGIME
Exploitation d'une carrière de pouzzolane	45 000 t/an maximum 8ha 23a 65ca	2510-1	A
Installation de broyage, concassage, criblage de matériaux	Puissance 170 kW	2515-2	D
Dépôt de liquides inflammables de 2 ^{ème} catégorie	Capacité équivalente 1 ^{ère} catégorie : 1,08 m ³	1432-2	NC
Distribution de carburant	Débit équivalent: 0,3 m ³ /h	1434-1	NC
Atelier de réparation et d'entretien de véhicules	240 m ²	2330	NC

A : Autorisation

D : Déclaration

NC : Non Classable (seuil de classement non atteint)

La présente autorisation vaut également récépissé pour les activités soumises au régime de la déclaration.

L'exploitation est autorisée sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté et des éléments du dossier de la demande qui ne lui sont pas contraires.

.../...

ARTICLE 2 – DURÉE – LOCALISATION

L'autorisation est accordée pour une durée de 15 années à compter de la signature du présent arrêté.

Conformément au plan annexé, l'autorisation d'exploiter la carrière porte sur les parcelles cadastrées section B1 de la commune de Loudes numérotées 28, 81(pp), 82(pp), 87(pp), 88, 89, 91, 93 à 96, 111 à 116, 118, 119(pp), 133(pp), 134(pp), 135, 136, 138, 139(pp), 156(pp), et 859, ainsi que sur les parcelles cadastrées section BP de la commune de Saint-Paulien numérotées 264(pp) et 265(pp), l'ensemble représentant une surface de 85 554 m².

L'autorisation n'a d'effet que dans les limites des droits de propriété du permissionnaire et/ou des contrats de forage dont il est – ou sera – titulaire.

ARTICLE 3 – AMÉNAGEMENTS PRÉLIMINAIRES

3-1 – Affichage

Le permissionnaire devra mettre en place, sur chacune des voies d'accès au chantier, des panneaux indiquant en caractère apparent :

- son identité,
- la référence de l'autorisation,
- l'objet des travaux,
- l'adresse de la mairie où le plan de remise en état peut être consulté.

3-2 - Bornage

Le périmètre des terrains compris dans la présente autorisation sera matérialisé par des bornes placées en tous les points nécessaires à la délimitation de ces terrains. Ces bornes doivent demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état.

L'une de ces bornes, fixe et invariable, sera nivelée par référence au nivellement général de la France (N.G.F.).

3-3 - Clôture

Le pourtour de la carrière sera fermé sans discontinuité par une clôture solide et efficace, que l'on ne puisse franchir involontairement (ronces artificielles – câble – grillage... etc.). Les accès et passages seront fermés par des barrières ou portes.

Le danger que représente l'exploitation de la carrière sera signalé par des pancartes placées, d'une part sur les chemins d'accès, et d'autre part de loin en loin le long de la clôture. Ces pancartes indiqueront suivant le cas : DANGER – CARRIÈRE – INTERDICTION DE PÉNÉTRER – ÉBOULEMENT – GLISSEMENT DE TERRAIN - CHUTE DE BLOC etc.

3-4 - Plate-forme engins

Une plate-forme pour l'entretien et le ravitaillement des engins mobiles sera réalisée. Elle sera étanche, entourée par un caniveau relié à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux et des liquides accidentellement répandus.

Ce point bas sera relié à un décanteur récupérateur d'hydrocarbures adapté à la surface de l'aire et au débit des eaux susceptibles de le traverser.

3-5 - Accès

L'accès à la voirie publique sera aménagé de telle sorte qu'il ne crée pas de risque pour la sécurité publique.

ARTICLE 4 – DÉCLARATION DE REPRISE D'EXPLOITATION

Dès que les aménagements préliminaires prévus à l'article précédent auront été réalisés, le permissionnaire le déclarera au Préfet, en mentionnant la date de reprise des travaux d'exploitation de la carrière. Cette déclaration confirmera les aménagements réalisés et leurs principales caractéristiques.

A cette déclaration sera joint l'acte de cautionnement solidaire attestant la constitution de la garantie financière.

ARTICLE 5 – CONDUITE DE L'EXPLOITATION

5-1 – Principe d'exploitation

L'exploitation devra être conçue, organisée et conduite de façon à permettre une bonne insertion de la carrière dans le paysage et à réduire son impact visuel en tenant compte de la vocation et du devenir des terrains exploités.

Elle devra être menée dans le respect des mesures de sécurité et de police applicables aux carrières, et notamment l'ensemble du Règlement Général des Industries Extractives (R.G.I.E.).

La production sera limitée à 45 000 t/an. Au cas où l'exploitant prévoirait de dépasser ce seuil, il devra au préalable en demander l'autorisation au Préfet.

5-2 – Déboisement – défrichage

Sans préjudice de la législation en vigueur, le déboisement et le défrichage des terrains seront réalisés au fur et à mesure de la progression du front de l'excavation. La surface déboisée à l'avant du front ne sera jamais supérieure à 1 ha.

5-3 - Décapage – découverte

Le décapage des terrains sera réalisé au fur et à mesure de la progression du front de l'excavation. Il sera limité à une bande de 10 mètres en avant du front d'excavation.

Les opérations de décapage et de stockage provisoire des matériaux de découverte seront réalisées de manière sélective de façon à ne pas mêler les terres végétales, constituant l'horizon humifère, aux stériles.

Ces terres et déblais seront réutilisées le plus rapidement possible, éventuellement au fur et à mesure, de la remise en état du site. Afin de préserver leur valeur agronomique, la terre végétale sera stockée sur une hauteur inférieure à 2 m. Ces stocks seront constitués par simple déversement, sans circulation sur la terre ainsi stockée.

La commercialisation de la terre végétale est interdite.

5-4 – Extraction

Le gisement sera exploité jusqu'à la côte NGF 850 m. par des gradins dont la hauteur maximale n'excèdera pas 15 mètres.

Le sous-cavage est interdit.

Le front de taille sera régulièrement visité, au moins une fois par semaine. Il sera purgé en tant que de besoin.

L'accès aux zones dangereuses des chantiers (danger permanent ou temporaire) sera interdit par une protection adaptée et efficace. Le danger sera également signalé par pancartes.

L'exploitation se décomposera en trois zones exploitées successivement conformément aux propositions figurant dans l'étude d'impact:

- une zone Nord-Ouest,
- une zone Est qui progressera vers l'Ouest,
- une zone Sud-Ouest.

Pour la zone Nord-Ouest : l'exploitation sera conduite par gradins d'une hauteur de 10 à 15 m, séparés par des banquettes larges de 7 à 9 m. Tous les gradins seront talutés à 45° dans la masse du gisement.

Pour la zone Est : l'exploitation sera conduite depuis le sommet du massif par tranches horizontales descendantes n'excédant pas 15 m de haut. L'exploitation du gradin n+1 ne débutera que lorsque le gradin n aura été mené à son terme. La partie sommitale du front supérieur sera talutée à 45° sur une hauteur d'au moins 5 m. Les angles des redans et des falaises seront arrondis. En cas de très forte épaisseur de découverte, l'exploitant pourra, parallèlement à l'exploitation descendante faire progresser le front actuel vers l'Est, tout en respectant une hauteur maximale de 15 m. pour chaque gradin.

Pour la zone Sud-Ouest : les fronts et banquettes établis sur la zone Est seront prolongés. En limite Sud, les flans du Puy de Lanthenas seront préservés en l'état au dessous de la côte NGF 890 m comme mentionné dans l'étude d'impact. Localement, en limite des parcelles 136 et 137, les fronts de taille seront talutés à 45°.

5-5 – Aménagement – entretien

Les pistes devront être conformes au Règlement Général des Industries Extractives (R.G.I.E. – titre véhicules sur piste). En particulier aucune piste ne devra comporter de pente supérieure à 20 %. Une attention particulière sera portée à la circulation des piétons le long des pistes.

Le carreau de la carrière sera constamment tenu en bon état. Les vieux matériels, ferrailles, bidons, pneumatiques et tous autres résidus ou déchets ne devront pas s'y accumuler. Ils seront traités et éliminés comme il est précisé à l'article 13 ci-après.

5-6 – Explosifs

Il ne sera pas procédé à des tirs de mines.

5-7 – Mesures particulières

Dès la première phase d'exploitation, un merlon végétalisé haut de 4 m sera réalisé en limite Ouest de la parcelle 91 et une bande boisée sera mise en place au bout du pré, parcelle 115.

Le chemin d'accès sera abaissé jusqu'à la côte NGF 850 m. Son tracé présentera une courbure afin d'éviter la création d'une ouverture visuelle depuis l'extérieur du site sur le carreau final. Les talus agrandis par cet approfondissement seront végétalisés.

ARTICLE 6 – REMISE EN ÉTAT

6-1 – Principe

La remise en état consiste en une insertion satisfaisante de l'espace affecté par l'exploitation dans le paysage, compte tenu de la vocation ultérieure du site. Par ailleurs le site sera laissé dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun danger ou inconvénients pour l'environnement (nuisances – pollutions).

La remise en état sera effectuée au fur et à mesure de l'avancée de l'extraction conformément aux indications figurant dans l'étude d'impact du dossier de la demande.

D'une manière générale les stériles de la découverte et de l'exploitation seront réutilisés le plus rapidement possible au modelage des terrains déjà exploités.

6-2 – Remblayage

L'excavation de la parcelle 28 sera partiellement remblayée par apport de matériaux afin de reconstituer un effet de vallée avec des pentes douces pour faciliter une recolonisation végétale naturelle, suivant les indications figurant dans l'étude paysagère jointe au dossier de demande.

Les matériaux apportés ne devront pas nuire à la qualité des eaux souterraines. Ils sont constitués de stériles d'exploitation, et éventuellement de déblais de terrassement et de démolition. Ces derniers seront préalablement triés de manière à ne mettre en remblai que des matériaux inertes non contaminés, ni pollués. En particulier, sont interdits les déchets de bois, métaux, plastiques, papiers, bétons bitumineux, terres souillées, etc....

Particularités

Les radins en fin d'exploitation constitueront des redans dont les angles seront arrondis. L'horizontalité de ces redans, rappelant une ancienne exploitation, ne sera pas. Il sera également créé des zones d'éboulis qui alterneront avec les redans. Ils seront de terre de découverte et végétalisés de manière diversifiée avec des espèces locales.

Fin d'exploitation

En fin d'exploitation la remise en état, telle que décrite dans l'étude d'impact, sera. De plus, les constructions telles que massifs d'ancrage, rampe d'accès, silos, installations diverses... seront démantelées et rasées.

Seules les structures ayant une utilité après l'abandon de l'exploitation seront conservées.

Les fronts de taille seront purgés et mis en sécurité.

L'emprise de la carrière sera débarrassée de tous les vieux matériels, objets et matériaux divers, déchets qui pourraient s'y trouver. Ils seront traités et éliminés comme des déchets conformément aux termes de l'article 13 ci-après.

Les réservoirs ayant contenu des liquides susceptibles de polluer les eaux notamment les réservoirs d'hydrocarbures seront vidés, nettoyés et dégazés. Ces produits seront traités comme des déchets. Les réservoirs aériens seront enlevés. Les réservoirs enterrés seront dans la mesure du possible enlevés, sinon ils seront neutralisés par remplissage avec des matériaux inertes.

Les matériaux résiduels (stériles) seront régalez sur les surfaces non encore remises en état. Ils seront recouverts de terre arable puis végétalisés.

La remise en état devra être terminée six mois après l'arrêt définitif de l'exploitation et en tout état de cause avant l'échéance de la présente autorisation, sauf dans le cas où une nouvelle demande d'autorisation de poursuivre l'exploitation aura été sollicitée.

ARTICLE 7 – SECURITE PUBLIQUE

7-1 – Accès sur la carrière

Les aménagements d'accès à la voirie publique, la clôture et les barrières aux accès, seront maintenus en bon état.

Durant les heures d'activité, l'accès sur la carrière sera contrôlé. Les personnes étrangères à l'établissement ne doivent pas avoir libre accès aux chantiers et aux installations.

En dehors des heures ouvrées, les accès seront fermés.

7-2 – Distances limites et zones de protection

Les bords de l'excavation sont tenus à distance horizontale d'au moins dix mètres des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation, ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publique.

De plus, l'exploitation du gisement à son niveau le plus bas est arrêtée à compter du bord supérieur de la fouille à une distance horizontale telle que la stabilité des terrains voisins ne soit pas compromise. Cette distance prend en compte la hauteur totale de l'excavation, la nature et l'épaisseur des différentes couches présentes sur toute leur hauteur.

PRÉVENTION DES POLLUTIONS

ARTICLE 8 – DISPOSITIONS GÉNÉRALES

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conduite de l'exploitation pour limiter les risques de pollution (eaux, air, sols), de nuisances par le bruit et les vibrations, et l'impact visuel.

L'ensemble du site et ses abords placés sous le contrôle de l'exploitant sont maintenus en bon état de propreté. Les bâtiments et installations sont entretenus en permanence.

Les voies de circulation internes et aires de stationnement des véhicules sont aménagées et entretenues.

Les véhicules sortant de l'installation ne doivent pas être à l'origine d'envols de poussières ni entraîner de dépôt de poussières ou de boues sur la voie publique.

ARTICLE 9 – POLLUTION DES EAUX

9-1 – Prélèvement d'eau

Les installations de prélèvement d'eau dans le milieu naturel seront munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée. Les indications affichées par ces dispositifs seront relevées tous les mois et inscrites dans un registre ouvert à cet effet. Ce registre sera tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

9-2 – Prévention des pollutions accidentelles

Le ravitaillement et l'entretien des engins de chantier seront réalisés sur l'aire du type plate forme engins prévue article 3-4 ci-avant.

Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité des réservoirs associés.

Lorsque le stockage est constitué de récipients de capacité inférieure à 250 litres, la capacité de rétention peut être réduite à 20 % de la capacité totale des récipients sans être inférieure à 1 000 litres, ou à la capacité totale si celle-ci est inférieure à 1 000 litres.

La capacité de rétention doit être étanche aux produits à confiner et doit résister à l'action physique et chimique des fluides. Elle ne disposera pas d'écoulement gravitaire. Les liquides qui y seront accidentellement recueillis et les eaux de pluies seront retirés par relevage.

Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent en aucun cas être rejetés dans le milieu naturel. Ils devront être soit réutilisés, soit éliminés comme des déchets.

9-3- Qualité des effluents rejetés

Les eaux susceptibles d'être polluées, notamment celles récupérées sur la plate forme engins seront collectées dans un dispositif suffisamment dimensionné pour assurer une décantation et un déshuilage corrects, avant d'être rejetées dans le milieu naturel. Ce dispositif devra être régulièrement entretenu de manière à conserver son efficacité.

Les effluents rejetés dans le milieu naturel devront être exempts :

- de matières flottantes,
- de produit susceptible de dégager en égout ou dans le milieu naturel, directement ou indirectement, des gaz ou vapeurs toxiques,
- de substance capable d'entraîner la destruction du poisson en aval.

Les eaux canalisées seront rejetées dans le milieu en un point unique. Elles devront respecter les paramètres suivants mesurés sur un échantillon représentatif des rejets moyens d'une journée (proportionnel au débit) :

pH	compris en 5,5 et 8,5	(NFT 90 008) ⁽¹⁾
Température	inférieure à 30 °C	(NFT 90 100) ⁽¹⁾
MEST ⁽²⁾	inférieures à 35 mg/l	(NFT 90 105) ⁽¹⁾
DCO ⁽³⁾	inférieure à 125 mg/l	(NFT 90 101) ⁽¹⁾
Hydrocarbures	inférieurs à 10 mg/l	(NFT 90 114) ⁽¹⁾
Couleur (modification du milieu récepteur)	100 mg Pt/l.	

(1) Normes des mesures

(2) MEST : matière en suspension totale

(3) DCO : demande chimique en oxygène sur effluent non décanté.

Ces valeurs devront toutefois être compatibles avec les objectifs de qualité du milieu récepteur.

ARTICLE 10 – POLLUTION DE L'AIR ET POUSSIÈRES

Le brûlage est interdit, et notamment le brûlage des huiles usagées, des pneumatiques et tous autres déchets ou résidus.

L'exploitant prendra toutes dispositions utiles pour éviter l'émission et la propagation des poussières sur la carrière, ainsi qu'aux installations de traitement des matériaux (foration – piste de circulation – mise en tas des matériaux – chargement – etc. En particulier il sera procédé à un arrosage des pistes en période sèche.

Les installations de traitement des matériaux devront être équipées de dispositifs de limitation d'émission de poussières aussi complets et efficaces que possible.

Les endroits susceptibles de produire des poussières seront capotés.

Les émissions captées seront canalisées et dépoussiérées. La concentration du rejet pour les poussières doit être inférieure à 30 mg/Nm³.

En cas de dysfonctionnement des dispositifs de dépoussiérage, les installations seront arrêtées, notamment dès que l'émission des poussières sera supérieure à 500 mg/Nm³.

ARTICLE 11 – BRUIT

L'exploitation de la carrière sera orientée et conduite – et les installations de traitement du matériau seront implantées, construites, équipées et exploitées – de façon qu'elles ne puissent engendrer de bruits susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage, ou de constituer une gêne pour sa tranquillité.

Les bruits aériens émis par la carrière et les installations de traitement des matériaux, à 200 m du périmètre sur lequel porte la présente autorisation, seront limités à :

- 65 dB (A) de 7 h à 21 h sauf dimanche et jours fériés,
- 50 dB (A) de 21 h à 7 h ainsi que les dimanches et jours fériés.

En état de cause, à l'intérieur des locaux riverains habités ou occupés par des tiers, que les fenêtres soient ouvertes ou fermées et le cas échéant en tous points des parties extérieures (cour – jardin – terrasse...) de ces mêmes locaux, l'émergence ne devra pas être supérieure à :

- 5 dB (A) de 7 h à 21 h sauf dimanche et jours fériés,
- 3 dB (A) de 21 h à 7 h ainsi que les dimanches et jours fériés.

L'émergence est définie comme la différence entre les niveaux de bruit mesurés lorsque l'ensemble carrière et installations est en fonctionnement, et lorsqu'il est à l'arrêt.

Les niveaux de bruit sont appréciés par le niveau de pression continu équivalent pondéré L_{Aeq} mesuré sur une durée représentative du fonctionnement le plus bruyant.

Les mesures de bruit sont effectuées conformément à l'annexe de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997.

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés sur le périmètre de la carrière doivent être conformes à la réglementation en vigueur et en particulier aux règles d'insonorisation fixées par le décret n° 95-79 du 23 janvier 1995, l'arrêté du 12 mai 1997 fixant les dispositions communes applicables aux matériels et engins de chantier.

L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.) gênant pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents ou à la sécurité des personnes.

ARTICLE 12 – VIBRATIONS

Les prescriptions de la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement sont applicables.

ARTICLE 13 – DÉCHETS

Toutes dispositions seront prises pour limiter les quantités de déchets produits, notamment en effectuant toutes les opérations de valorisation possibles.

Les diverses catégories de déchets seront collectées séparément puis valorisées ou éliminées vers des installations dûment autorisées ou confiées à des entreprises agréées. En particulier, les huiles usagées seront confiées à un ramasseur agréé.

L'exploitant devra être en mesure de présenter à l'Inspecteur des Installations Classées les justifications d'élimination des déchets. Il tiendra une comptabilité de tous les déchets produits et éliminés.

PRESCRIPTIONS SPÉCIFIQUES

ARTICLE 14 – RISQUES

14-1 – Consignes de sécurité et d'exploitation

L'exploitant établira sous sa responsabilité et en tant que de besoin les diverses consignes précisant les modalités d'application des dispositions du présent arrêté ainsi que celles relatives à l'utilisation des équipements, aux modes opératoires, aux interventions de maintenance et de nettoyage, aux contrôles à effectuer périodiquement ou de façon exceptionnelle notamment à la mise en route ou à l'arrêt des installations, aux opérations dangereuses, aux procédures d'arrêt d'urgence, aux procédures d'alerte, etc.

Ces consignes seront tenues à jour. Elles seront affichées dans les lieux fréquentés par le personnel et aux abords des installations et équipements concernés.

Ces consignes devront être distribuées au personnel. Elles seront régulièrement commentées et expliquées. De même, le point sera fait avec les ouvriers sur les notions de danger et de sécurité de l'ensemble de la carrière.

Les diverses consignes et instructions seront également regroupées dans le cahier de prescriptions.

Par ailleurs, l'exploitant établira, puis tiendra à jour, le document de santé et de sécurité.

14-2 – Connaissance des produits – Étiquetage

L'exploitant doit avoir à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de sécurité.

Les fûts, réservoirs et autres emballages doivent porter en caractères très lisibles le nom des produits et les symboles de danger conformément, s'il y a lieu, à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.

14-3 – Appareils à pression

Tous les appareils à pression en service dans l'établissement devront satisfaire aux dispositions du décret du 18 janvier 1943 modifié sur les appareils à pression de gaz.

14-4 – Incendie

L'exploitant pourvoit les installations et les matériels d'équipements de lutte contre l'incendie adaptés aux risques et conformes aux normes en vigueur.

Ces équipements seront maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.

14-5 – Protection individuelle

Sans préjudice des dispositions sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs, des matériels de protection individuelle, adaptés aux risques et nuisances présentés par l'exploitation et permettant l'intervention en cas de sinistre, doivent être conservés à proximité des lieux d'utilisation. Ces matériels doivent être entretenus en bon état et vérifiés périodiquement (au moins une fois par an). Le personnel doit être familiarisé à l'emploi de ces matériels.

ARTICLE 15 – INSTALLATIONS ÉLECTRIQUES

Les installations électriques seront réalisées par des personnes qualifiées, avec du matériel électrique approprié, conformément aux règles de l'art et suivant les textes et les normes en vigueur. Il en est de même des adjonctions, modifications ou réparations.

Les équipements métalliques (charpentes, réservoirs, cuves, canalisations, etc.) en sont mis à la terre conformément aux normes applicables et compte tenu de la nature des produits.

Toutes les installations électriques doivent être maintenues en bon état. Les défauts et anomalies constatées seront supprimés dans les meilleurs délais.

doivent être contrôlées après leur installation ou leur modification, puis vérifiées par une personne ou un organisme agréé. La périodicité, l'objet et l'étendue de ces vérifications ainsi que le contenu des rapports auxquels ils donnent lieu est fixé par le décret ministériel du 25 octobre 1991 (titre ÉLECTRICITÉ du RGIE).

E 16 – GARANTIE FINANCIÈRE

1 – Montant de la garantie

La garantie financière a pour but d'assurer, en cas de défaillance du bénéficiaire de l'autorisation d'exploiter, une remise en état du site visant une insertion satisfaisante de la carrière dans son environnement.

Le montant de la garantie financière est fixé à :

<u>Période</u>	<u>Montant de la garantie</u>
0 – 5 ans	970 000 francs (147 875,55 euros)
5 – 10 ans	542 000 francs (82 627,37 euros)
10 – 15 ans	481 000 francs (73 327,98 euros)

La référence 0 des périodes étant la date de déclaration de reprise d'exploitation prévue à l'article 4.

Ces montants seront automatiquement actualisés, sous la responsabilité de l'exploitant, sur la base de l'indice TP01 référence octobre 1997, soit 414,4. Cette révision interviendra pour fixer le montant réel de la garantie de la période considérée, qui devra figurer sur l'acte de cautionnement à produire. Cette révision interviendra également automatiquement durant la période considérée lorsque l'indice progressera de plus de 15 %.

Ces montants pourront, le cas échéant, être révisés si la conduite de l'exploitation ou la remise en état s'écarte notablement du schéma prévisionnel produit. Cette révision sera initiée soit par l'exploitant sur présentation d'un dossier motivé, soit par l'inspecteur des Installations Classées.

16-2 – Justification de la garantie

La garantie financière sera constituée sous la forme d'un acte de cautionnement solidaire délivré soit par un établissement de crédit, soit par une entreprise d'assurance. Cet acte sera conforme au modèle d'attestation fixé par l'arrêté interministériel du 1^{er} février 1996.

L'attestation de garantie financière actualisée courant la première période sera adressée au Préfet en même temps que la déclaration de reprise d'exploitation prévue à l'article 4 du présent arrêté.

Les renouvellements successifs de la garantie financière actualisée courant les périodes suivantes seront également adressés au Préfet, au moins six mois avant l'échéance de la garantie en cours.

Indépendamment des sanctions pénales qui pourront être engagées, l'absence de garantie financière, constatée après mise en demeure, entraînera la suspension de l'autorisation.

.../...

16-3 – Appel à la garantie financière

Indépendamment des sanctions pénales qui pourraient être engagées, le Préfet fait appel à la garantie financière :

- soit en cas de non respect des prescriptions de l'autorisation d'exploiter en matière de remise en état, après intervention des mesures prévues à l'article 23 de la loi du 19 juillet 1976,
- soit après disparition juridique de l'exploitant et absence de remise en état conforme aux orientations de l'autorisation d'exploiter.

16-4 – Levée de la garantie financière

L'obligation de disposer d'une garantie financière ne pourra être levée que par arrêté préfectoral après constat, par l'inspecteur des installations classées, de la remise en état conforme aux prescriptions de l'autorisation d'exploiter et du respect des procédures réglementaires de cessation d'activité.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

ARTICLE 17 – MODIFICATION

Tout projet de modification des conditions d'exploitation et de remise en état, des installations annexes de leur mode de fonctionnement, etc.... de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de la demande ou des prescriptions du présent arrêté sera porté avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

ARTICLE 18 – INCIDENT – ACCIDENT

Tout incident ou accident susceptible de porter atteinte aux intérêts visés à l'article 1^{er} de la loi du 19 juillet 1976 modifiée ou ayant entraîné la mort ou causé des blessures graves à des personnes sera déclaré, sans délai, à l'Inspecteur des Installations Classées. Il fera l'objet d'un rapport écrit transmis à ce dernier. Ce rapport précisera les origines et les causes de l'incident, les mesures prises pour y pallier et celles prises pour éviter qu'il ne se reproduise.

ARTICLE 19 – ARCHÉOLOGIE

Conformément à la réglementation en vigueur en matière de patrimoine archéologique (loi validée du 27 septembre 1941, Titre III, article 14 : "Des découvertes fortuites" et article 322-2 du code pénal réprimant la destruction de vestiges archéologiques ou du terrain les contenant), tout vestige archéologique (restes d'habitations, de foyers, d'ossements, d'objets...) mis au jour en cours d'exploitation, notamment lors du décapage, sera conservé en place et immédiatement déclaré aux maires des communes de Loudes et Saint-Paulien, ainsi qu'au service régional de l'archéologie de la Direction Régionale des Affaires Culturelles d'Auvergne (Hôtel de Chazerat, 4 rue Pascal, BP 378, 63010 Clermont-Ferrand cedex, tél. : 04.73.41.27.19, fax : 04.73.41.27.26), aux fins d'expertise et de définition de mesures conservatoires par les agents du Service Régional de l'Archéologie qui auront libre accès à la carrière.

Ils devront se conformer aux consignes de sécurité qui leur seront données.

ARTICLE 20 – CONTRÔLES

L'Inspecteur des Installations Classées pourra demander que des contrôles, des prélèvements et des analyses soient effectués par un organisme dont le choix sera soumis à son approbation s'il n'est pas agréé à cet effet, dans le but de vérifier le respect des prescriptions du présent arrêté.

ARTICLE 21 – SUIVI DE L'EXPLOITATION ET DE LA REMISE EN ÉTAT

Il est établi un plan orienté de la carrière sur fond cadastral, sur lequel seront mentionnés :

- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que ses abords dans un rayon de 200 m
- le positionnement des bornes permettant la délimitation du terrain (la borne nivelée sera repérée),
- les éléments dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité publique (routes, chemins, ouvrages publics, habitations, etc.)

Ce plan sera mis à jour tous les ans.

Cette mise à jour concernera :

- l'emprise des infrastructures (installations – pistes – stocks...),
- les surfaces défrichées à l'avancement,
- le positionnement des fronts,
- l'emprise des chantiers (découverte – extraction – parties exploitées non remises en état...),
- l'emprise des zones remises en état,
- les courbes de niveau ou cote d'altitude des points significatifs.

Les surfaces de ces différentes zones ou emprises seront consignées dans une annexe à ce plan. Les écarts – par rapport au schéma prévisionnel d'exploitation et de remise en état produit en vue de la détermination de la garantie financière – seront mentionnés.

Ce plan et cette annexe seront tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées, qui pourra en demander une copie certifiée à jour par l'exploitant.

ARTICLE 22 – DOCUMENTS – REGISTRES

Les documents où figurent les principaux renseignements concernant le fonctionnement de l'installation et notamment le dossier de la demande avec l'étude d'impact, les divers registres mentionnés au présent arrêté, les résultats des contrôles ainsi que les consignes devront être tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

Il pourra, par ailleurs, demander que des copies ou synthèses de ces documents lui soient adressées, ainsi que toutes justifications des mesures prises pour respecter les dispositions du présent arrêté.

ARTICLE 23 – VALIDITÉ – CADUCITÉ

La présente autorisation, délivrée en application de la loi du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ne dispense pas le bénéficiaire d'obtenir toutes autres autorisations exigées par les lois et règlements en vigueur.

Elle cessera de produire effet si la carrière reste inexploitée pendant plus de deux années consécutives, sauf le cas de force majeure.

Passé ce délai, la reprise de l'activité est subordonnée à une nouvelle autorisation.

ARTICLE 24 – HYGIÈNE ET SECURITE DU PERSONNEL

L'exploitant devra se conformer par ailleurs aux dispositions du Code Minier et ses textes d'application dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs et de la sécurité publique.

L'exploitant doit recourir à un organisme agréé conformément aux termes de l'arrêté du 9 février 1990 pour le développement de la prévention en matière de sécurité et de salubrité du travail.

Le cas échéant, le titulaire de la présente autorisation portera à la connaissance de la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement le nom de la personne physique chargée de la direction technique des travaux.

ARTICLE 25 – DROITS DES TIERS

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 26 – CESSATION D'ACTIVITÉ

La cessation d'activité de la carrière et des installations de traitement des matériaux devra être notifiée au Préfet six mois avant l'arrêt définitif qui en tout état de cause ne peut se situer après la date d'expiration de l'autorisation.

A la notification de cessation d'activité il est joint un dossier comprenant le plan à jour des terrains d'emprise de la carrière ainsi qu'un mémoire sur l'état du site.

Le mémoire précise les mesures prises ou prévues pour la remise en état du site et pour mettre et laisser celui-ci dans un état tel qu'il ne s'y manifeste pas de dangers ou d'inconvénients au regard des caractéristiques du milieu environnant.

ARTICLE 27 – PUBLICITÉ – INFORMATION

Une copie du présent arrêté sera déposée à la Mairie des communes de Loudes et Saint-Paulien pour y être consultée par toute personne intéressée.

Un extrait de l'arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles la carrière et les installations annexes sont soumises, sera affichée à lesdites mairies pendant une durée minimum de un mois. Procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins du Maire.

Le même extrait sera affiché en permanence et de façon visible dans la carrière par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

Un avis sera inséré par les soins du Préfet et aux frais de l'exploitant dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tous les départements concernés par l'exploitation.

ARTICLE 28 – DIFFUSION

Le présent arrêté sera notifié à l'exploitant et publié au recueil des actes administratifs du département.

Copie en sera adressée à :

- M. le Maire de la commune de Loudes chargé des formalités d'affichage
- M. le Maire de la commune de Saint-Paulien chargé des formalités d'affichage
- M. le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement
- M. le Chef de la Subdivision de la DRIRE au PUY EN VELAY
- M. le Directeur Régional de l'Environnement
- M. le Directeur Départemental de l'Équipement
- M. le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt
- Mme le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales
- M. le Chef du Service Départemental de l'Architecture et du Patrimoine
- M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles
- M. le Directeur de la CRAM

chargés, chacun en ce qui le concerne, d'en assurer l'exécution.

Au Puy en Velay le 19 JUIN 2000
LE PRÉFET

Paul Amalric
Pour le Préfet
Le Chef de Bureau

AS

Annie SABATIER

Pour le Préfet
Le Secrétaire Général
de la préfecture de la Haute-Loire

Patrice Lefebvre
Patrice LEFEBVRE

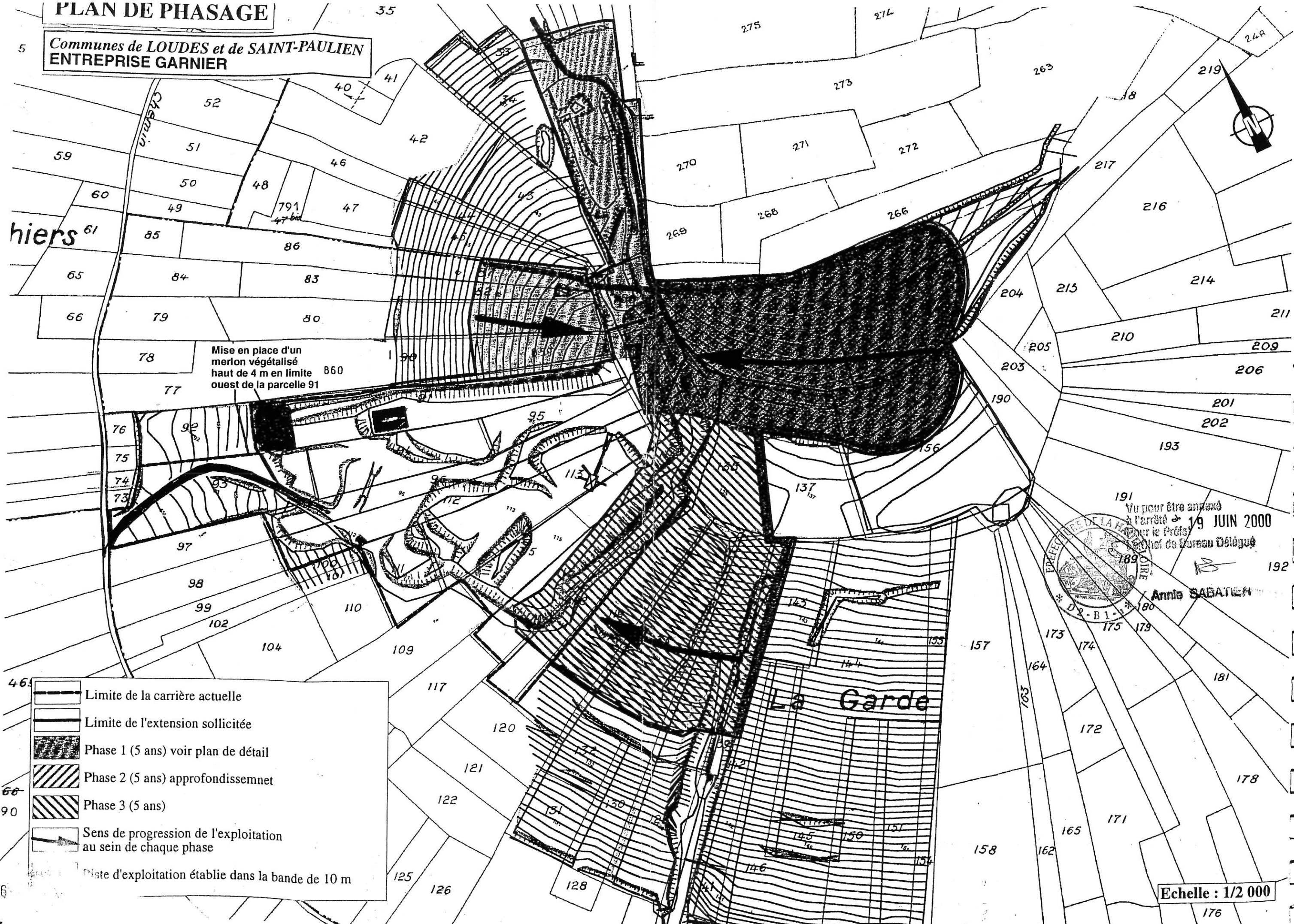
SOMMAIRE

ARTICLE 1 – NATURE DE L'AUTORISATION	2
ARTICLE 2 – DURÉE – LOCALISATION	3
ARTICLE 3 – AMÉNAGEMENTS PRÉLIMINAIRES.....	3
3-1 – Affichage	3
3-2 – Bornage	3
3-3 – Clôture.....	3
3-4 – Plate-forme engins	4
3-5 – Accès	4
ARTICLE 4 – DÉCLARATION DE REPRISE D'EXPLOITATION	4
ARTICLE 5 – CONDUITE DE L'EXPLOITATION	4
5-1 – Principe d'exploitation.....	4
5-2 – Déboisement – défrichage.....	4
5-3 – Décapage – découverte.....	4
5-4 – Extraction.....	5
5-5 – Aménagement – entretien	6
5-6 – Explosifs	6
5-7 – Mesures particulières	6
ARTICLE 6 – REMISE EN ÉTAT.....	6
6-1 – Principe.....	6
6-2 – Remblayage.....	6
6-3 – Mesures particulières	7
6-4 – Fin d'exploitation	7
ARTICLE 7 – SECURITE PUBLIQUE.....	7
7-1 – Accès sur la carrière	7
7-2 – Distances limites et zones de protection	7
PRÉVENTION DES POLLUTIONS.....	8
ARTICLE 8 – DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	8
ARTICLE 9 – POLLUTION DES EAUX	8
9-1 – Prélèvement d'eau	8
9-2 – Prévention des pollutions accidentelles	8
9-3 – Qualité des effluents rejetés	9
ARTICLE 10 – POLLUTION DE L'AIR ET POUSSIÈRES.....	10
ARTICLE 11 – BRUIT	10
ARTICLE 12 – VIBRATIONS	11
ARTICLE 13 – DÉCHETS	11
PRESCRIPTIONS SPÉCIFIQUES.....	11
ARTICLE 14 – RISQUES.....	11
14-1 – Consignes de sécurité et d'exploitation.....	11
14-2 – Connaissance des produits – Étiquetage	12
14-3 – Appareils à pression.....	1
14-4 – Incendie.....	
14-5 – Protection individuelle.....	
ARTICLE 15 – INSTALLATIONS ÉLECTRIQUES	

16 – GARANTIE FINANCIÈRE.....	13
Montant de la garantie	13
Justification de la garantie.....	13
Appel à la garantie financière.....	14
Levée de la garantie financière.....	14
DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	14
ARTICLE 17 – MODIFICATION	14
ARTICLE 18 – INCIDENT – ACCIDENT	14
ARTICLE 19 – ARCHÉOLOGIE	14
ARTICLE 20 – CONTRÔLES	15
ARTICLE 22 – DOCUMENTS – REGISTRES.....	15
ARTICLE 23 – VALIDITÉ – CADUCITÉ	16
ARTICLE 24 – HYGIÈNE ET SECURITE DU PERSONNEL	16
ARTICLE 25 – DROITS DES TIERS	16
ARTICLE 26 – CESSATION D'ACTIVITÉ	16
ARTICLE 27 – PUBLICITÉ – INFORMATION	17
ARTICLE 28 – DIFFUSION	17

PLAN DE PHASAGE

Communes de LOUDES et de SAINT-PAULIEN
ENTREPRISE GARNIER



Mise en place d'un
merlon végétalisé
haut de 4 m en limite
ouest de la parcelle 91

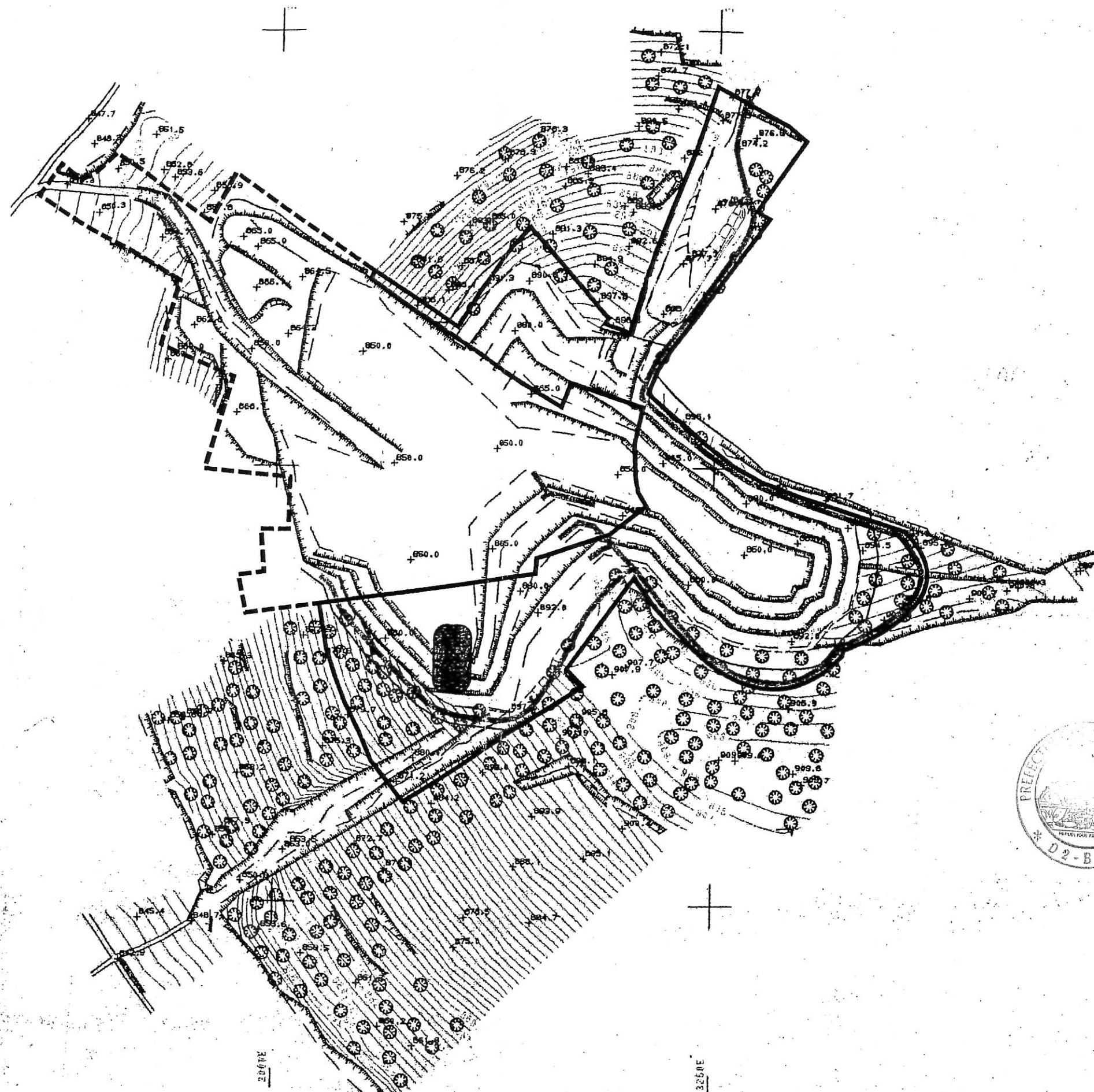
La Garde


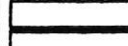

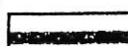
Vu pour être annexé
à l'arrêté du 19 JUN 2000
pour le Préfet
Le Chef de Bureau Délégué
Annie SABATIER

Echelle : 1/2 000

- Limite de la carrière actuelle
- Limite de l'extension sollicitée
- Phase 1 (5 ans) voir plan de détail
- ▨ Phase 2 (5 ans) approfondissement
- ▩ Phase 3 (5 ans)
- Sens de progression de l'exploitation au sein de chaque phase
- Piste d'exploitation établie dans la bande de 10 m

PLAN DE PHASAGE
Fin de phase 3



-  Limite de la carrière actuelle
-  Limite de l'extension sollicitée
-  Verse
-  Piste d'exploitation établie dans la bande des 10 m



19 JUIN 2000

AMM. GARDIEN

Echelle : 1/2 500

PLAN PARCELLAIRE

Communes de LOUDES - SECTION B1
et de SAINT-PAULIEN - SECTION BP

